



Lisa Herzog et Bénédicte Zimmermann (dir.),
*Shifting Categories of Work: Unsettling the Ways
We Think about Jobs, Labor, and Activities*

Routledge, Londres et New York, 2023, 300 p.

Marie-Anne Dujarier



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/sdt/45628>

DOI : 10.4000/11o4z

ISSN : 1777-5701

Éditeur

Association pour le développement de la sociologie du travail

Référence électronique

Marie-Anne Dujarier, « Lisa Herzog et Bénédicte Zimmermann (dir.), *Shifting Categories of Work: Unsettling the Ways We Think about Jobs, Labor, and Activities* », *Sociologie du travail* [En ligne], Vol. 66 - n° 2 | Avril - Juin 2024, mis en ligne le 15 mai 2024, consulté le 15 mai 2024. URL : <http://journals.openedition.org/sdt/45628> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/11o4z>

Ce document a été généré automatiquement le 15 mai 2024.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Lisa Herzog et Bénédicte
Zimmermann (dir.), *Shifting
Categories of Work: Unsettling the Ways
We Think about Jobs, Labor,
and Activities*

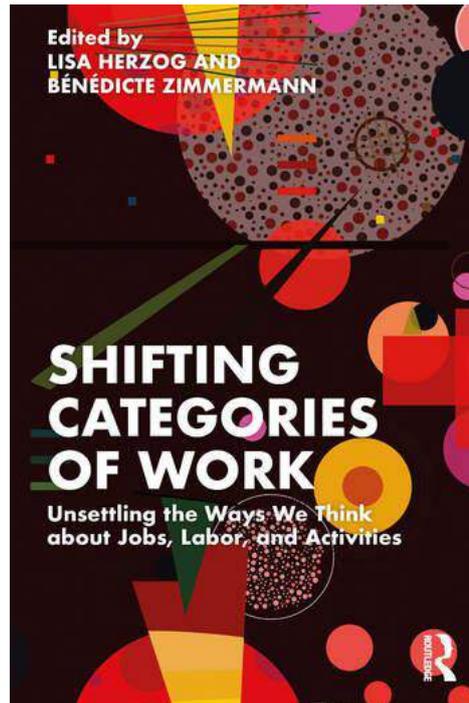
Routledge, Londres et New York, 2023, 300 p.

Marie-Anne Dujarier

RÉFÉRENCE

Lisa Herzog et Bénédicte Zimmermann (dir.), *Shifting Categories of Work: Unsettling the Ways We Think about Jobs, Labor, and Activities*, Routledge, Londres et New York, 2023, 300 p.

- 1 Cet ouvrage est dirigé par la philosophe Liza Hertzog de l'université de Groningen (Pays-Bas) et la sociologue Bénédicte Zimmermann (rattachée à l'EHESS mais aussi à la Wissenschaftskolleg zu Berlin en Allemagne). Il invite à « bouleverser les catégories de (ou du) travail » et notre manière de penser les emplois et activités. Le projet est de dresser une cartographie des diverses conceptualisations et catégorisations du « work » et leurs changements dans le temps et l'espace.
- 2 Dans l'introduction, les coordinatrices de l'ouvrage précisent, en se référant à Peter Berger et Thomas Luckmann, qu'elles entendent par « catégories de pensée » des constructions sociales. Avec Albert Ogien, elles distinguent ces catégories des concepts en ce qu'elles sont liées à des pratiques concrètes. L'activité et les formes d'emploi sont en effet variablement catégorisées selon les acteurs, les discours et les pratiques (légal, réglementaire, politique, managériale, prédictive...). En outre, les catégories servent à qualifier l'expérience vécue, rappellent les coordinatrices. L'introduction souligne aussi que ces catégorisations sont controversées, tant le processus lui-même est inscrit dans des relations de pouvoir, d'intérêt et de domination des « groupes sociaux » entre eux. Celle de « work » l'est donc également : elle fait l'objet de controverses dans les champs public, politique et académique.
- 3 Les coordinatrices de l'ouvrage situent ces bouleversements de catégories dans les évolutions longues des modes de production, propres aux sociétés capitalistes du Nord : le désencastrement social des marchés, la montée du salariat et des régulations sociales de ce marché, la séparation de l'activité employée d'avec l'espace domestique, l'importance de la délocalisation de la production dans les pays à faibles coûts, les changements technologiques et les enjeux écologiques et, plus récemment, l'expérience des confinements avec l'épidémie de Covid.
- 4 Notons que la variété de catégories selon les langues — *work, job, labour, employment*, etc., en anglais ; travail, activité, emploi, salariat, job en français, ou *Arbeit, Tätigkeit, Aktivität, Beschäftigung* pour l'allemand, par exemple — n'est pas problématisée dans cet ouvrage, pas plus que les questions délicates que soulève leur traduction. C'est pourquoi ce compte-rendu garde prudemment le mot « work », utilisé dans toutes les contributions.
- 5 L'introduction et les dix-huit articles qui composent l'ouvrage ont été écrits par 37 auteures, dont 23 femmes. Certains chapitres ont été écrits en binômes, confrontant alors des perspectives et enquêtes. Plus de la moitié des textes relève de la discipline sociologique, sept sont en gestion et les autres en droit, sciences de l'éducation, sciences des données, histoire ou philosophie. Les articles concernent d'abord la France, l'Allemagne et l'Angleterre et plus marginalement, les États-Unis et l'Afrique.



- 6 Trois sections composent l'ouvrage : « *(Un)organized Work* » traite des constructions juridiques des catégories de subordination et de celle d'entreprise (*corporation*), en France essentiellement. Elle aborde aussi des pratiques dites « démocratiques » dans le cadre salarial, le télétravail et la situation des chauffeurs Uber. La deuxième partie aborde les pratiques sociales productives hors emploi, non rémunérées, sous l'intitulé « *(In)visible Work* » : elle offre de revenir sur l'histoire des catégories « travail domestique », « travail forcé », « travail informel » et « travail gratuit ». Elle aborde également le sens donné par les personnes migrantes à leur travail. Enfin, le *work* et le *labour* « émotionnels » sont distingués et auscultés. Dans la troisième partie intitulée « *(In)valuable Work* », les qualificatifs associés à certaines tâches (« sales », « efficaces », « qualifiées », « essentielles » et « soutenables ») sont étudiés afin d'en saisir la genèse et les significations en contexte.
- 7 Cet ouvrage fait la part belle aux recherches des collègues français : Sophie Bernard revient, avec la juriste Josépha Dirringer, sur la problématique du statut des chauffeurs Uber en France, pris dans la tension entre recherche d'autonomie et protection juridique ; Maud Simonet trace les usages de la catégorie « travail gratuit » au-delà de son usage dans la littérature féministe ; Michel Lallement intervient à propos de l'histoire du « travail domestique » et de son traitement social dans le droit et la mesure économique ; Lixin He étudie l'histoire sociale et juridique de la « subordination » en France, en Allemagne et en Angleterre. Laure de Verdalle et Constance Perrin-Joly proposent, elles, d'étudier l'image des entrepreneurs en France, en Allemagne et en Éthiopie, tandis que Frédérique Letourneux et Gabrielle Schütz analysent les variétés empiriques et ambivalences du télétravail. Blanche Segrestin, comme spécialiste des sciences managériales, revient sur l'histoire parallèle du droit des entreprises et du droit du travail, et interroge plus particulièrement ce qui pourrait fonder la légitimité des managers alors que la poursuite des intérêts des actionnaires est loin de coïncider avec ceux de la société. Ces contributions synthétiques et consistantes, ainsi publiées en anglais, peuvent avec bonheur contribuer à diffuser la recherche française hors du périmètre francophone.
- 8 De même, ce livre en anglais offre au lectorat non germanophone de découvrir ou de mieux connaître des recherches germaniques sur des qualificatifs du « *work* ». Si l'on porte l'attention sur celles qui relèvent du champ de la sociologie du travail, on notera, outre l'histoire de l'expression « travail d'équipe » proposée par Martin Krzywdzinski et Maximilian Greb, deux articles sur la construction sociohistorique des expressions « travail forcé » (par Léa Renard et Theresa Wobbe) et « travail informel » (par la politiste Marianne Braig, avec la spécialiste des études de genre et des approches féministes du travail Nicola Schalkowski) et leur utilisation par l'Organisation internationale du travail. Elles montrent que ces qualificatifs ont été construits par rapport à la norme salariale en Europe et aux États-Unis, au risque de recouvrir des réalités sociales non unifiées, par ailleurs régulièrement articulées (plus qu'opposées) aux emplois dits « libres » et formels. Ces auteures appellent alors à des ruptures épistémologiques, afin de sortir de cette normativité imposée. Enfin, l'article de Liza Herzog, Karin Sold et Bénédicte Zimmermann rend compte de l'importance prise par le qualificatif d'« essentiel » accolé à certains métiers durant les confinements. Elles y montrent que dans les usages médiatiques de cet adjectif, ce qui les rend essentiels peut être soit l'utilité pour la survie, soit la soutenabilité sociale, ou bien encore le sens que

les travailleurs attribuent à leur tâche. Cette analyse de discours est suivie par la proposition de définir la catégorie d'« essentiel » à l'aide de la théorie des capacités.

- 9 En somme, cet ouvrage offre de très belles synthèses de recherches menées récemment en Europe et aux États-Unis sur les qualificatifs qui sont accolés au mot « *work* », qu'ils soient anciens (« domestique », « gratuit », « sale »...) ou plus récents (« à distance », « essentiel », « émotionnel »...), sans évidemment pouvoir les embrasser tous — les expressions telles que travail psychique, digital, militant, écologique, animal, de *care*, de subsistance, d'à côté... n'y figurent pas, par exemple. Cette somme de contributions forme une constellation intéressante de cas, qui laisse les lectrices libres d'interpréter leur accumulation pour penser les évolutions sociétales, comme celles des catégories de pensée.
- 10 Notons que ce grand tour des inventions et transformations des épithètes accolées à la catégorie de pensée « *work* » préserve finalement celle-ci de tout questionnement. La signification prise par le substantif est pourtant affectée par ses usages sociaux, institutionnels et juridiques, militants, scientifiques et philosophiques, avec ou sans ces qualificatifs. Cet ouvrage est alors complémentaire des recherches pluridisciplinaires portant sur la catégorie de pensée et d'action « *work* » elle-même, dans son rapport aux transformations sociales et écologiques. Les usages scientifiques que nous en faisons dans nos diverses disciplines pourraient également, dans un mouvement de réflexivité épistémologique, être ainsi problématisés.

INDEX

Mots-clés : Travail, Emploi, Sociologie de l'activité

AUTEURS

MARIE-ANNE DUJARIER

Laboratoire de changement social et politique (LCSP)

Université Paris-Cité

8, rue Albert Einstein, 75205 Paris cedex 13, France

madujarier[at]outlook.fr